

Les STAPS de Paris-XI Sud en grève - 1/2

Les étudiants en STAPS de l'université Paris XI Sud du campus d'Orsay ont voté la grève générale de leur section afin de s'élever contre plusieurs points de la politique du gouvernement actuel.

Le 13/03/06, les étudiants en Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (S. T. A. P. S) de l'université Paris XI Sud du campus d'Orsay, ont voté lors d'une assemblée générale la grève.

Cette filière est principalement connue pour la formation qu'elle dispense en vue de former les futurs professeurs d'Education Physique et Sportive (E. P. S).

Mais il existe d'autres parcours tels que la formation Activités Physiques Adaptées (A. P. A) ayant pour objectif de former des personnes capables d'encadrer des personnes handicapées à des degrés différents lors de la pratique d'activités physiques mais surtout de leur rendre accessibles ces activités; la formation en Management du sport, qui mènent les étudiants vers les métiers de l'organisation sportive dans le public ou le privé; la formation Entraînement qui comme son nom l'indique prépare les élèves à devenir entraîneurs ou préparateurs physique.

Cette section est particulièrement touchée par les différents problèmes liés à l'emploi, c'est la raison pour laquelle, l'ensemble des étudiants ont, à une très forte majorité, choisis de manifester leur mécontentement.

Leurs revendications sont de trois ordres, mais elles ont toutes la même importance à leur yeux car ils sont liés par un esprit de solidarité qui font de leur cause un combat unique dans l'unité la plus totale.

Ils se soulèvent dans un premier temps contre la volonté du gouvernement de réduire la place de l'EPS dans la scolarité. En effet il est question de supprimer l'Association Sportive (A. S) qui permettait à beaucoup de jeunes de pratiquer une activité physique et sportive extra scolaire moyennant une très faible participation (en moyenne 20 à 25 euros pour un an). A cela s'ajoute la perspective du retrait pur et simple de cette matière dans les programmes obligatoires, donc à rendre optionnelle la pratique du sport.

Leur seconde revendication est liée au nombre de postes offerts pour l'année 2005-2006. En effet l'année passée 800 postes étaient à pourvoir, cette année il n'y en a que 400, soit une diminution de 50%. Leur colère ne naît pas de l'annonce de ce chiffre ridicule, mais du fait que d'un autre côté l'Etat ouvre une liste dite "de vacataires" où tout étudiant en possession d'une licence en STAPS (bac+3) peut s'inscrire afin de dispenser environ 200 heures de cours avant d'être licencié et remplacé par un autre.

Cette liste pointe du doigt deux incohérences, tout d'abord le gouvernement préfère proposer aux élèves enseignants ayant un niveau licence (bac +3) plutôt qu'un professeur certifié, c'est à dire ayant obtenu son CAPEPS (bac +5).

Ensuite cela révèle un mensonge de la part des élus, car s'ils ont besoin de vacataires c'est bel et bien parce qu'il y a des postes laissés vacants, donc l'annonce d'une réduction de place de professeur devient dès lors injustifiée.

Il faut aussi comprendre que ce problème rejoint le problème précédemment exposé dans leur première revendication. La suppression de l'A. S fait perdre trois heures de travail à un professeur, donc ces trois heures il devra les dispenser dans un cours "classique", réunissant l'ensemble des élèves. Ainsi il y aura à nouveau une baisse des postes puisque pour assurer par exemple 170 heures de cours aujourd'hui un établissement a besoin de 10 enseignants d'EPS, et de seulement 9 avec la disparition de l'association sportive du mercredi après-midi.

Enfin leur troisième revendication porte sur le Contrat Premier Emploi (C. P. E), car tous les étudiants de cette faculté ne vont pas tous devenir des fonctionnaires, en effet les autres formations débouchent pour la plupart sur le secteur privé.

Ici, les étudiants de STAPS rejoignent l'ensemble des autres étudiants, à savoir qu'ils s'élèvent contre un

Les STAPS de Paris-XI Sud en grève - 2/2

contrat n'offrant aucune stabilité, aucune possibilité de construire un avenir solide et sûr. La liberté pour un chef d'entreprise de licencié sans motif son employé après avoir tiré le meilleur de lui pendant les deux ans ou moins qu'a duré sa mission, en le laissant espérer une embauche en CDI.

D'une manière générale, ils souhaitent que chacun des diplômes décernés dans le cadre de leur formation soient reconnus à leur juste valeur, tant dans le monde professionnel public et privée que dans l'esprit de la population qui a encore beaucoup d'idée préconçues sur cette formation qui n'est finalement pas "une promenade de santé" quand on voit toutes les matières qui y sont enseignées (physiologie, anatomie, psychologie, sociologie, biomécanique,...)

Ces étudiants trop souvent stigmatisés font preuve d'une belle énergie, et d'une volonté citoyenne.

Il s'insurgent face à l'hypocrisie d'un gouvernement qui lors de ses campagnes contre l'obésité incite les parents à inscrire leurs enfants dans des activités physiques afin qu'ils aient une hygiène de vie saine, alors que d'un autre côté ils rendent l'accès à celles ci de plus en plus difficile voir élitiste... Ceux qui en ont les moyens payeront le club municipal, les autres ne feront rien.

Tout comme ils ne comprennent pas qu'après la "crise des banlieues", on est donné aux acteurs du sport la responsabilité d'inculquer les valeurs du sport aux enfants afin qu'ils les réappliquent à la vie de tous les jours, des valeurs telles que le respect de l'autre, des règles, de la différence, le fair-play, la solidarité, l'esprit d'équipe, la combativité, l'humilité, le partage... Et que là encore on fasse diminuer les chances offertes aux étudiants de remplir ce rôle.

C'est toute une famille qui s'est rassemblée et qui a déclaré à l'unisson son intention de descendre dans la rue pour défendre les intérêts des uns et des autres.

Un bel esprit d'équipe et de don de soi comme on en voit rarement en dehors des terrains.

MaryJbliss (étudiante en STAPS L3 Management)

UFR STAPS d'Orsay Paris-XI Sud